

Brochure n° 3005-II

**Convention collective nationale**

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**  
**Tome II : Ouvriers**

---

**ACCORD DU 19 DÉCEMBRE 2006**  
RELATIF AUX BARÈMES ANNUELS DE MINIMA POUR L'ANNÉE 2007  
(RHÔNE-ALPES)

NOR : ASET0750897M

IDCC : 1702

---

Entre :

La fédération régionale des travaux publics Rhône-Alpes ;  
La fédération Rhône-Alpes SCOP-BTP,

D'une part, et

La section fédérale régionale du syndicat Rhône-Alpes BTP FO ;  
L'union régionale Rhône-Alpes BATIMAT-TP CFTC ;  
L'union régionale construction et bois Rhône-Alpes CFDT,

D'autre part,

La commission paritaire régionale s'est réunie le 21 novembre, et les 4 et 19 décembre 2006 pour négocier les barèmes annuels de salaires minima des ETAM et des ouvriers des entreprises de travaux publics de la région Rhône-Alpes.

En ce qui concerne les ouvriers, il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Barème annuel des salaires minima des ouvriers*

La rémunération annuelle minima des ouvriers des entreprises de travaux publics des 8 départements de la région Rhône-Alpes est fixée, pour l'année

civile 2007, aux montants ci-après pour un horaire de travail égal à 35 heures par semaine ou à 35 heures en moyenne sur l'année comme indiqué à l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992.

### *Ouvriers des travaux publics en Rhône-Alpes*

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	BARÈME MINIMUM ANNUEL année 2007 (base 35 heures)
NI P 1	100	16 425
NI P 2	110	16 920
NII P 1	125	17 985
NII P 2	140	19 740
NIII P 1	150	21 290
NIII P 2	165	23 225
N IV	180	25 280

*Nota :* Aucune rémunération réelle mensuelle ne peut être inférieure au SMIC déterminé conformément aux dispositions du code du travail.

### **Article 2**

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration à la direction départementale du travail et de l'emploi, où il aura été déposé. Elle devra également en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

### **Article 3**

Le présent accord sera déposé, en 2 exemplaires, auprès de la direction des relations du travail du ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, des directions départementales du travail et de l'emploi des départements de la région Rhône-Alpes ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Lyon conformément aux dispositions des articles L. 132-10 et R. 132-I du code du travail.

Fait à Villeurbanne, le 19 décembre 2006.

(Suivent les signatures.)